



NATIONS UNIES

## CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

COMMISSION ÉCONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

Dix-neuvième session de la Commission et  
dixième réunion de la Conférence des ministres

Addis Abeba (Ethiopie), 24-28 mai 1984

Point 8 III de l'ordre du jour provisoire

50105  
**E**  
Distr.  
GENERALE

E/ECA/CM.10/34  
25 mai 1984

Original : ANGLAIS/FRANCAIS

RAPPORT DE LA QUATRIÈME RÉUNION DE LA  
CONFÉRENCE DES MINISTRES DES PAYS AFRICAINS LES MOINS AVANCÉS

(Addis Abeba, 22-24 mai 1984)

## A. PARTICIPATION ET ORGANISATION DES TRAVAUX

1. La quatrième réunion de la Conférence des ministres des pays africains les moins avancés s'est tenue à Addis Abeba (Ethiopie) du 22 au 24 mai 1984. Les allocutions d'ouverture ont été prononcées par le Camarade Mersie Ejigu Chef du département de la planification générale du Conseil suprême de la planification centrale (CPSC) ayant rang de Ministre, et membre suppléant de la Commission pour l'organisation du peuple travailleur de l'Ethiopie socialiste (COPWE), M. Adebayo Adedeji, Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique, et M. Paul Etianq, Secrétaire général adjoint de l'Organisation de l'unité africaine.
2. Participaient à la réunion, les représentants des pays africains les moins avancés suivants : Bénin, Burundi, Djibouti, Ethiopie, Guinée, Guinée équatoriale, Lesotho, Malawi, Mali, Niger, Ouganda, République Centrafricaine, République-Unie de Tanzanie, Rwanda, Sierra Leone, Soudan, Tchad et Togo. Y étaient également présents en qualité d'observateurs les représentants de Cuba, de l'Indonésie, de la France, de la Tchécoslovaquie, de la République démocratique allemande, de la Chine, de l'Egypte du Canada, et de la Russie ainsi que ces des organismes des Nations Unies et des organisations intergouvernementales ci-après : Bureau du Directeur général au développement et à la coopération économique internationale, Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), Conférence des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), Conseil mondial pour l'alimentation, Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI), Organisation mondiale de la santé, Centre du commerce international, Organisation de l'unité africaine (OUA), Département de la coopération technique pour le développement et le Groupe des programmes spéciaux d'assistance économique (Bureau du Secrétaire général adjoint chargé des questions politiques spéciales).
3. La Conférence a élu le bureau suivant : Président S.E. M. Ahmed Mohamed Ag Hamany, Ministre du plan du Mali; Vice-Président : S.E. M. Yodayman Joseph, Ministre du plan et de la reconstruction nationale du Tchad; Rapporteur : S.E. M. R. Ocungi, Ambassadeur de l'Ouganda auprès de l'Ethiopie socialiste.

## B. ORDRE DU JOUR

4. La quatrième réunion de la Conférence des ministres des pays africains les moins avancés a adopté l'ordre du jour suivant :
  1. Ouverture de la réunion
  2. Allocutions du Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique et du Secrétaire général adjoint de l'Organisation de l'unité africaine
  3. Election du bureau
  4. Adoption de l'ordre du jour et organisation des travaux
  5. Examen du rapport, des recommandations et des projets de résolutions de la troisième réunion du Comité intergouvernemental d'experts des pays africains les moins avancés.



6. Examen et adoption du rapport de la quatrième réunion de la Conférence des ministres des pays africains les moins avancés
7. Clôture de la réunion

C. SEANCE D'OUVERTURE

5. Dans son allocution d'ouverture, le camarade Mersie Ejigu, après avoir souhaité la bienvenue aux différentes délégations, a rappelé les espoirs de restructuration des relations économiques internationales qu'avaient fait naître les différents débats tenus à l'Assemblée générale des Nations Unies et à la cinquième session de la CNUCED à la fin des années 1970. Ces initiatives s'étaient traduites par l'adoption, en 1981, du nouveau Programme substantiel d'action en faveur des pays les moins avancés et, au niveau de l'Afrique, par l'adoption du Plan d'action de Lagos qui accordait une attention particulière aux PMA africains.

6. Rappelant l'essentiel du nouveau Programme substantiel d'action, le camarade Mersie a signalé, entre autres, l'engagement pris par les pays donateurs de transférer, d'ici à 1985 0,15 p. 100 de leur PNB au titre de l'aide publique au développement accordée aux PMA. Il a cependant noté une certaine stagnation, voire une réduction, des flux d'aides à des conditions de faveur provenant des pays donateurs et des organismes bilatéraux et multilatéraux de financement. Les tendances à la stagnation de l'assistance extérieure interviennent à un moment où les pays africains et en particulier les moins avancés, traversent une crise économique et sociale sans précédent dont l'une des principales causes est la sécheresse, accompagnée de la désertification. C'est ainsi que 24 pays africains, dont une majorité de PMA, risquent de connaître la famine cette année si une aide alimentaire d'urgence ne leur est pas octroyée.

7. En mentionnant les dommages causés aux hommes et à la nature par la sécheresse et la désertification, le camarade Mersie a invité à la réflexion sur la relation dialectique entre pauvreté, désertification et mauvaise gestion des sols. Pour illustrer la nature de la crise, il a évoqué les mauvais résultats enregistrés dans le secteur agricole face à la forte croissance démographique, résultats liés, entre autres, à la faible productivité de ce secteur et à une mauvaise utilisation des sols. C'est ainsi que la situation alimentaire en Afrique était des plus critiques et que la dépendance vis-à-vis des importations de produits alimentaires ne cessait de s'aggraver.

8. Parlant de la croissance globale de l'économie des PMA africains, le camarade Mersie a noté la baisse du taux de croissance du PIB en termes réels, qui était passé de 5 p. 100 en 1981 à 1,8 p. 100 en 1982 puis à -0,2 p. 100 en 1983. Cette tendance défavorable était due essentiellement à la détérioration des termes de l'échange, notamment à la baisse des cours des produits exportés par les PMA africains, ce qui entraînait une réduction des ressources disponibles pour l'investissement dans le secteur agricole et pour l'acquisition de facteurs de production pour le secteur manufacturier. C'est ainsi que les travaux de planification devaient tenir

compte des contraintes qui pesaient sur la production notamment pour ce qui était du choix, du transfert et du développement de technologies adaptées aux pays africains.

9. Traitant du caractère spécifique de la crise que traversaient les pays africains, notamment les pays moins avancés, l'orateur est revenu sur le nouveau Programme substantiel d'action, notamment sur les actions immédiates à entreprendre dans le cadre de la première phase et a demandé entre autres :
- a) le respect de ce programme dans la formulation de toute demande d'aide;
  - b) le réaménagement de la dette extérieure des PMA sans discrimination, et ce surtout par des mesures d'annulation ou de conversion en dons;
  - c) une aide au titre des recettes d'exportation des PMA par la création de mécanismes de financement compensatoire notamment au sein du FMI. L'application de ces mesures était devenue indispensable en raison des positions prises par les pays développés lors de la sixième réunion de la CNUCED tenue à Belgrade et en égard en particulier aux mesures discriminatoires d'annulation de dette prises au cas par cas, alors que le nouveau Programme substantiel d'action est un programme global pour l'ensemble des PMA.
10. Avant de terminer son allocution en souhaitant plein succès aux travaux de la quatrième Conférence des ministres des PMA africains, le camarade Mersie a lancé un appel pour que le rapport de la troisième réunion du Comité intergouvernemental d'experts des PMA d'Afrique soumis à cette Conférence soit assorti de recommandations sur les mécanismes pouvant servir à exercer une pression collective sur la communauté internationale en vue de l'application effective du nouveau Programme substantiel d'action.
11. Dans son allocution, le Secrétaire exécutif de la CEA, M. Adebayo Adedeji, a tenu à remercier les délégations qui s'étaient rendues à Addis Abeba malgré le changement de la date et du lieu de la Conférence. Cela était l'expression d'une bonne volonté qui facilitait la coordination régionale, la supervision et le suivi de la mise en oeuvre du nouveau Programme substantiel d'action. L'admission par l'Assemblée générale des Nations Unies de cinq nouveaux membres africains dans le groupe des pays les moins avancés illustre la détérioration de la situation économique et sociale en Afrique. En effet, un très grand nombre des pays africains traversaient une crise économique et sociale sans précédent. Cette situation était particulièrement grave dans les PMA africains en raison de faiblesses structurelles et de l'extrême vulnérabilité de ces pays aux chocs extérieurs et aux catastrophes naturelles telles que la sécheresse, la désertification et les mauvaises conditions climatiques. Cette crise économique et sociale avait eu des effets particulièrement néfastes sur la production agricole et vivrière, créant de graves déficits alimentaires dans 16 des 26 pays africains les moins avancés.
12. L'acuité de ces problèmes avait amené le Secrétaire général des Nations Unies à entreprendre une mission d'étude dans neuf pays d'Afrique australe et huit pays d'Afrique de l'Ouest, en vue d'évaluer la situation de ces pays et de solliciter et mobiliser une assistance technique et financière



substantielle auprès de la communauté internationale. Cette visite avait en outre permis au Secrétaire général d'apprécier le caractère multidimensionnel du problème, notamment la gravité de la situation alimentaire, les pénuries d'eau et de produits alimentaires pour le bétail résultant de la sécheresse de la désertification, ainsi que la crise dans le secteur énergétique consécutive à la baisse du niveau d'alimentation des barrages hydroélectriques. Les déficits budgétaires structurels de la plupart des PMA s'étaient sensiblement aggravés en raison de la baisse des recettes provenant essentiellement des exportations, de la baisse de la demande mondiale et des cours mondiaux des produits de base, de la diminution de la production des matières premières agricoles et de la détérioration des termes de l'échange des PMA. Par la suite, l'aide publique au développement, (APD) à des conditions de faveur ou non, avait sensiblement diminué malgré l'engagement pris à Paris par les pays développés de consacrer 0,15 p. 100 de leur PNB au titre de l'APD d'ici 1985. Les PMA avaient donc été contraints d'emprunter aux conditions du marché, ce qui avait alourdi le fardeau de leur dette extérieure. Devant l'impossibilité d'assurer le service de la dette, de nombreux PMA avaient dû accepter de mettre en oeuvre des programmes d'ajustement structurel ou de stabilisation économique et financière comportant un certain nombre de contraintes particulièrement lourdes pour leur économie.

13. Les initiatives prises par le Secrétaire général des Nations Unies s'étaient poursuivies par l'envoi de missions de sensibilisation dans les pays donateurs en vue de mobiliser l'assistance requise pour faire face aux problèmes. Le Secrétaire général a également mobilisé tous les organismes du système des Nations Unies pour la recherche de solutions adéquates à la crise que traversait l'Afrique; créé un groupe de consultation au sein du Secrétariat des Nations Unies; et institué un bureau temporaire à Nairobi chargé de traiter des problèmes d'urgence dans chacun des pays africains affectés et de contribuer à l'élaboration de propositions concrètes à soumettre au Conseil économique et social.

14. Le Secrétaire exécutif a ensuite rappelé que le Comité intergouvernemental d'experts des PMA africains avait notamment débattu l'étude de la situation économique et sociale dans les PMA africains (1981-1983); les progrès accomplis dans l'exécution du nouveau Programme substantiel d'action; les politiques de prix dans les PMA africains; l'examen des activités menées par la CEA en 1983 et son programme de travail pour 1984 en faveur de PMA africains. Les experts avaient accompli un excellent travail. Cependant, le Secrétaire exécutif a attiré l'attention de la Conférence sur certaines questions majeures soulevées à la réunion d'experts.

15. Examinant certaines des mesures prises dans le cadre de la gestion de l'économie des PMA africains, le Secrétaire exécutif a évoqué le redéploiement des investissements en faveur des secteurs clés; la pratique d'un contrôle budgétaire strict; la promotion des exportations malgré une certaine saturation de la demande mondiale; la révalorisation de certains prix à la production, notamment dans le secteur agricole;

et l'adoption de politiques réalistes de gestion des réserves extérieures et de fixation des taux de change. Ces mesures avaient permis, dans certains pays, le relèvement de certaines unités de production et incité les producteurs agricoles à accroître les surplus commercialisables.

16. En ce qui concerne l'étude sur la situation économique et sociale des PMA africains, Mr. Adedeji a indiqué que le taux annuel moyen de croissance du PIB en termes réels était tombé de 3,3 p. 100 en 1981 à -0,2 p. 100 en 1983 à la suite du déclin de la production manufacturière; cette dernière était liée à la pénurie de devises nécessaires à l'achat des matières premières et des biens intermédiaires importés ainsi qu'à la crise énergétique qui avait entraîné une sous-utilisation des équipements industriels. Il a signalé que l'étude tenait compte des problèmes consécutifs au fort endettement extérieur des PMA africains et aux dévaluations des monnaies nationales accompagnant les programmes d'ajustement structurel et de stabilisation économique et financière. Il a enfin lancé un appel aux pays africains et en particulier aux PMA pour qu'ils fournissent régulièrement des éléments de réponses aux questionnaires qui leur étaient soumis chaque année par le Secrétariat, condition indispensable à la réalisation d'une étude représentative de l'évolution de la situation économique et sociale en Afrique.

17. Quant à l'exécution nouveau Programme substantiel d'action, le Secrétaire exécutif a informé la Conférence que l'objectif que s'étaient assignés les pays développés de transférer 0,15 p. 100 de leur PNB au titre de l'aide publique au développement accordée aux PMA ou de doubler cette assistance ne serait pas atteint d'ici 1985. Les réunions de consultation organisées à ce jour avaient proposé des stratégies et politiques conformes au Plan d'action de Lagos notamment en ce qui concernait la distribution sectorielle des investissements. En dépit de cela, les pays donateurs emettaient de plus en plus fréquemment des réserves quant à la capacité d'absorption des investissements sollicités par les PMA ainsi qu'à la capacité des pays à mobiliser l'épargne intérieure au niveau prévu dans les différents programmes. Le Secrétaire exécutif a indiqué que, dans le cadre de la préparation de l'examen global à mi-parcours des progrès accomplis dans l'exécution du nouveau Programme substantiel d'action devant se tenir 23 septembre au 4 octobre 1985, la CNUCED envisageait de convoquer du 1 au 10 mai 1985. Une réunion sur la coopération pour le développement à laquelle participeraient des experts gouvernementaux des pays donateurs, des représentants des institutions d'aide financière et technique bilatérale et multilatérale et des représentants des PMA. A cet effet, Mr. Adedeji a invité les pays qui n'avaient pas encore organisé leurs réunions de consultation de le faire dans les meilleurs délais afin de permettre une meilleure préparation de l'examen global à mi-parcours de 1985. Il a en outre félicité le PNUD et la Banque mondiale pour l'assistance financière et technique qu'ils ont fourni pour la préparation des documents de référence des tables rondes et leur contribution à la mise en place des systèmes de suivi des Tables rondes dans chaque PMA africain.

18. Le Secrétaire exécutif a ensuite indiqué que, dans le cadre des mesures à prendre pour la mise en oeuvre effective des recommandations figurant au chapitre I du nouveau Programme substantiel d'action, le Secrétariat de la CEA avait, en collaboration avec la CNUCED, présenté une étude sur les politiques des prix dans les PMA africains basée sur les cas de sept PMA



africains. En terminant son allocution, le Secrétaire exécutif a informé les participants que, dans le cadre des activités menées par la CEA en 1983 et son programme de travail pour 1984-1985 en faveur des PMA africains, le Secrétariat éprouvait des difficultés financières pour mener à bien les études préconisées par la Conférence lors de sa dernière session, notamment pour ce qui était de l'assistance technique demandée par les PMA. A ce sujet, il a demandé à l'administrateur adjoint du PNUD et directeur régional pour l'Afrique et aux autres pays et organismes donateurs de se pencher sérieusement sur les problèmes financiers de la CEA et d'y apporter des solutions adéquates.

19. Prenant la parole au nom du Secrétaire général par interim de l'Organisation de l'unité africaine (OUA), M. Paul Etiang, Secrétaire général adjoint de l'OUA a rappelé que la présente Conférence se tenait 20 ans après l'accession à l'indépendance politique de la plupart des pays africains, 4 ans après l'adoption par les chefs d'Etat et de gouvernement du Programme d'action et de l'Acte final de Lagos et enfin 2 ans et demi après l'adoption du nouveau Programme substantiel d'action en faveur des PMA. Il a cependant déploré que, malgré ces différentes mesures, les PMA n'aient pas, du fait de la situation économique internationale reçu le soutien nécessaire au succès de leurs efforts de développement. Il a félicité les organismes du système des Nations Unies, notamment la CEA, le PNUD et la CNUCED pour les actions entreprises auprès des pays et organismes donateurs afin que ces derniers accordent aux PMA l'assistance technique et financière qui leur permettrait d'assurer leur survie.

20. M. Etiang a réitéré le soutien inconditionnel de l'OUA aux programmes définis par les PMA africains dans le cadre des plans nationaux de développement et conformément au Plan d'action et à l'Acte final de Lagos. Il a également demandé aux pays et organismes donateurs de définir des critères pour l'évaluation et la sélection des projets de développement adaptés à la réalité de chacun des PMA. Le Secrétaire général adjoint de l'OUA a demandé à ces pays d'adopter des mesures propres à réduire la forte dépendance de leur économie vis-à-vis de l'extérieur notamment par la promotion d'actions de solidarité et de coopération aussi bien à l'échelle sous-régionale que continentale.

21. Après les allocutions prononcées par le Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique et par le Secrétaire général adjoint de l'Organisation de l'unité africaine, le camarade Mersie Ejigu a repris la parole en sa qualité de président du bureau sortant. Il a rappelé à la Conférence que l'admission de cinq nouveaux membres africains dans le groupe des PMA témoignait de l'aggravation de la crise économique et sociale en Afrique. Il a encore une fois réitéré la nécessité d'appliquer d'urgence les mesures propres notamment à mobiliser une assistance extérieure accrue en faveur des PMA afin d'aider ces pays à sortir de la grave crise économique et sociale qu'ils traversent. A ce titre, il a salué l'initiative prise par le Secrétaire général des Nations Unies de créer un bureau temporaire à Nairobi chargé des questions relatives à la crise économique et sociale et a félicité le Secrétaire exécutif de la CEA, pour sa nomination en qualité de représentant spécial du Secrétaire général de l'ONU chargé de ce bureau. Il a également remercié les autres membres du bureau sortant et l'ensemble des PMA africains qui l'ont épaulé dans son travail pendant son mandat et souhaité plein succès au nouveau bureau.

22. Le Directeur général au développement et à la coopération économique internationale, M. Jean Ripert, a également prononcé une allocution au nom du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies. Le Sous-Secrétaire général à la coopération technique pour le développement, Mlle Margaret Anstee, ainsi que le Chef du Programme spécial en faveur des pays les moins avancés, M. David Caulfield, ont transmis des messages du Secrétaire général adjoint à la coopération technique pour le développement, M. Bi Jilang, et du Secrétaire général de la CNUCED, M. Camani Corea.
23. M. Ripert s'est félicité de pouvoir s'adresser aux ministres des pays africains les moins avancés. Son Bureau suivait de près la situation économique et sociale des pays africains les moins avancés et, en particulier, les progrès réalisés dans le cadre du nouveau Programme substantiel d'action, et avait organisé trois réunions interinstitutions sur ce thème. Il a indiqué que ces réunions avaient grandement contribué à assurer une meilleure coordination des activités des organismes des Nations Unies et des institutions spécialisées.
24. Soulignant la pertinence des questions qui seraient examinées par la Conférence des ministres eu égard à la crise économique que traversait l'Afrique, il a rappelé que le Secrétaire général s'était rendu, en 1983, dans neuf pays d'Afrique de l'Est et d'Afrique australe et, au début de 1984, dans huit pays d'Afrique de l'Ouest. Le Secrétaire général avait souligné la nécessité de s'attaquer, en même temps, aussi bien à la situation d'urgence qu'aux problèmes structurels des pays africains, notamment de ceux les moins avancés parmi eux.
25. Les trois années écoulées depuis l'adoption, en septembre 1981 à Paris du nouveau Programme substantiel d'action, n'avaient pas été très encourageantes, les bailleurs de fonds n'ayant, en raison de la récession mondiale, pas apporté un appui suffisant aux PMA. Des efforts devraient être déployés, au niveau national en particulier, pour renforcer le mécanisme mis en place pour exécuter le NPSA compte tenu de l'expérience acquise et des résultats des réunions de consultation tenues jusqu'ici.
26. Les pays donateurs avaient tendance à accorder à l'aide bilatérale davantage d'importance qu'à l'aide multilatérale, ce qui n'était pas de nature à favoriser les pays les moins avancés. Etant donné la préférence accordée à l'aide bilatérale, il n'était pas facile de coordonner efficacement les apports d'aide, d'autant plus que le système des Nations Unies, en particulier, s'employait de simplifier les procédures régissant l'octroi et l'acheminement de l'aide. En tout état de cause, les pays devaient consacrer plus d'efforts à la mobilisation de leurs ressources intérieures.
27. Enfin, l'orateur a formulé des observations sur l'importance de l'examen global à mi-parcours prévu en 1985, qui permettrait d'évaluer le taux d'exécution du NPSA et de mettre au point des moyens d'accélérer l'exécution de ce Programme.



28. Dans son intervention, Mlle Anstee a évoqué les résultats des efforts déployés au niveau international pour aider les PMA et les progrès réalisés par son Département pour leur apporter une assistance technique. Malgré ces efforts, la situation catastrophique des PMA, en particulier ceux d'Afrique, ne s'était pas améliorée. Il fallait par conséquent accomplir une tâche immense si l'on voulait voir se réaliser les objectifs du nouveau Programme substantiel d'action.
29. S'agissant de l'élément assistance technique du nouveau Programme substantiel d'action, elle a déclaré que les activités de son Département témoignaient de la priorité qu'il attachait aux pays ayant des besoins spéciaux. Plus du tiers de son programme opérationnel concernait les pays les moins avancés et portait essentiellement sur la planification et la gestion du développement, la population, les statistiques, les ressources naturelles, les ressources en eaux et l'énergie. Les projets du Département bénéficiaient d'un appui financier du PNUD et du FNUAP; ses propres ressources étaient essentiellement consacrées aux PMA.
30. Le Département avait apporté sa plus importante contribution à l'organisation des tables rondes. Ses projets de planification du développement dans les PMA comportaient notamment la coordination des préparatifs des tables rondes du PNUD et ses conseillers techniques en chef au Bénin, en Guinée-Bissau, au Malawi et au Mali avaient joué un rôle déterminant dans l'organisation de ces tables rondes. Le Département exécutait également avec succès un programme d'enquêtes sur les possibilités d'installer des mini-barrages hydro-électriques. Dans le domaine de l'énergie, on avait accordé la priorité à la recherche d'une solution à long terme aux problèmes énergétiques des pays en développement. Le Département s'employait à assurer le transfert de la technologie de la télédétection pour l'exploration des ressources naturelles et la cartographie et de la technologie de la micro-informatique, en particulier dans ses applications aux enquêtes sur les ressources minérales.
31. Le fossé immense qui séparait les PMA du reste du monde continuait d'être préoccupant et ne pouvait être comblé sans ressources additionnelles aussi bien financières qu'humaines. Son Département continuerait de faire de la satisfaction des besoins des PMA en matière de coopération technique l'une de ses plus hautes priorités.
32. Dans sa déclaration, M. Caulfield s'est réjoui d'avoir été invité à participer à la Conférence. La CNUCED attachait en effet une grande importance à l'établissement d'une coopération étroite avec la CEA, en particulier en ce qui concerne la

mise en oeuvre du nouveau Programme substantiel d'action dans les pays africains les moins avancés. La tâche entreprise depuis 1981 par la Conférence des ministres des pays africains les moins avancés, avait permis à la CNUCED de mener à bien ses activités globales de suivi.

33. S'agissant de la détérioration de la situation économique sur le continent africain, principalement imputable selon lui aux catastrophes naturelles, l'intervenant a noté avec satisfaction l'initiative prise par le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies afin de sensibiliser la communauté internationale pour qu'elle apporte son appui aux pays africains, et le fait qu'il avait, par ailleurs, nommé M. Adebayo Adedeji, Représentant spécial chargé des questions relatives à la crise que traverse actuellement l'Afrique.

34. L'intervenant a loué les efforts déployés par les pays africains les moins avancés pour faire face à la situation difficile qu'ils connaissaient et mobiliser une plus grande partie de leurs ressources intérieures, soulignant toutefois que ces efforts n'avaient pas été suivis de l'appui nécessaire de la part de la communauté des donateurs. Il importait que celle-ci prenne de toute urgence des mesures afin de renverser la tendance à la baisse, en valeur réelle, des apports d'aider à des conditions de faveur.

35. Pour conclure, l'intervenant a informé la Conférence des préparatifs de l'examen global à mi-parcours sous les auspices de la CNUCED. Il a en particulier indiqué que la CNUCED organiserait du 1er au 10 mai 1985 une réunion qui regrouperait des experts gouvernementaux en matière de coopération pour le développement des pays, donateurs, des représentants des institutions multilatérales et bilatérales d'assistance technique et financière et des représentants des pays les moins avancés, faisant observer que la CNUCED mettait au point toute une série de documents détaillés actualisés en prévision de cette réunion.

36. Avant de procéder à l'adoption de l'ordre du jour et à l'organisation des travaux, S.E. Ahmed Mohamed Ag Hamani, Ministre du Plan du Mali, Président entrant, a tenu au nom des autres membres du nouveau bureau, et en son nom propre, à remercier les participants pour la confiance placée en eux, et à travers eux, en leurs pays respectifs. Le Ministre a ensuite félicité le bureau sortant, qui pendant un an a assuré avec compétence la présidence de la Conférence des Ministres des pays africains les moins avancés. Après avoir félicité le Président sortant, le Secrétaire exécutif de la CEA et le Secrétaire général adjoint de l'OUA pour les brillantes allocutions qu'ils viennent de prononcer, S.E. Ahmed Mohamed a souhaité pouvoir compter sur la disponibilité de tout un chacun et de tous pour mener à bien les travaux de la présente session, et mériter ainsi de la confiance placée en lui et en tous les autres membres du bureau.



D. COMPTE RENDU DES DEBATS

Point 5 de l'ordre du jour : Examen du rapport, des recommandations et des projets de résolutions de la troisième réunion du Comité intergouvernemental d'experts des PMA

37. En ouvrant la session consacrée à l'examen du rapport, des recommandations et des projets de résolutions de la Troisième réunion du Comité intergouvernemental d'experts des pays africains les moins avancés tenue du 9 au 12 mai 1984 à Addis Abeba (Ethiopie), le Secrétaire exécutif a encore une fois mis l'accent sur les principaux goulots d'étranglement au développement économique et social des PMA africains notamment la vulnérabilité de leurs économies aux calamités naturelles telles que la sécheresse et la désertification ainsi qu'aux chocs extérieurs.

38. A la suite de ces remarques introductives le président du bureau du Comité intergouvernemental d'experts des PMA africains, a présenté le rapport de la troisième session du Comité, rapport qui s'articule autour de (a) le compte rendu de la séance d'ouverture de la troisième réunion du Comité; (b) l'examen de la situation économique et sociale dans les pays africains les moins avancés (1981-1983); (c) une évaluation de la mise en oeuvre du Nouveau Programme substantiel d'action dans les pays africains les moins avancés et le projet de résolution sur les mesures propres à assurer l'exécution efficace du NPSA dans les PMA d'Afrique; (d) l'étude des politiques de fixation des prix dans les pays africains les moins avancés et le projet de résolution sur ces politiques et (e) l'examen des activités entreprises par la CEA en 1983 et du programme de travail 1984 en faveur des pays africains les moins avancés.

39. Parlant de l'évolution de la situation socio-économique dans les PMA d'Afrique entre 1981 et 1983 le Président du Comité a signalé les mauvaises performances enregistrées dans la quasi-totalité des secteurs. En effet le PIB en termes réels a connu une croissance négative de l'ordre de -0,2 pour cent en 1983 correspondant à des revenus per capita rarement supérieurs à 100\$EU. Au niveau des finances publiques il a noté les déficits budgétaires généralisés, prenant souvent un caractère structurel et atteignant parfois 8 pour cent du PIB. Les difficultés de balance des paiements liées en grande partie à la baisse des recettes d'exportation ainsi qu'à la détérioration des termes de l'échange et la diminution corrélative de la capacité d'importer ont eu des repercussions sur la quasi totalité des secteurs notamment ceux dont la production requiert une forte composante importée. Après avoir donné quelques indications sur les tendances observées dans les principaux secteurs des économies des PMA d'Afrique, il a rappelé à l'attention de la Conférence que l'absence de chapitre spécifique sur la dette extérieure des PMA d'Afrique est liée à la tenue prochaine d'un séminaire sur ce thème offrant ainsi l'occasion d'échanges plus fouillés.

40. Parlant de la mise en oeuvre du NPSA, le Président a mentionné le faible taux d'exécution noté aussi bien du côté des pays et organismes donateurs en ce qui concerne les engagements d'assistance technique et financière pris lors de la Conférence de Paris, qu'en ce qui a trait à l'organisation des réunions de consultation par les PMA. Il a également mis l'accent sur les

difficultés de démarrage de l'exécution des programmes de développement en raison notamment du fléchissement du volume de l'APD, de l'insuffisance des mécanismes de suivi et des demandes d'investissements jugées souvent ambitieuses par les pays et organismes donateurs.

41. En présentant l'étude et le compte rendu des débats sur les politiques de prix dans les PMA d'Afrique, le Président a soulevé les problèmes rencontrés dans la collecte et le traitement des statistiques de prix. Il a également rappelé le but visé par cette étude qui est d'améliorer la structure des prix et faire de ces derniers un instrument effectif de politique économique. La conférence a alors eu l'essentiel de la substance des projets de résolutions annexés au rapport de la troisième réunion du Comité intergouvernemental d'experts des PMA d'Afrique ainsi que les activités menées par la CEA en 1983 et son programme de travail 1984-1985 en faveur des PMA d'Afrique.

a) Examen de la situation économique et sociale dans les pays africains les moins avancés

42. A l'ouverture des débats sur ce rapport certains délégués sont intervenus pour signaler les corrections à porter dans l'étude concernant leur pays ainsi que sur quelques statistiques et taux de croissance du PIB mentionnés dans l'étude sur l'évolution de la situation économique et sociale dans les PMA d'Afrique. Un pays a ainsi signalé à propos de sa politique énergétique la substitution progressive de la tourbe au charbon et la promotion de l'énergie solaire alors qu'un autre a précisé que son pays ne produit pas de pétrole. Il a été émis des réserves sur la cohérence des taux de croissance du PIB en termes réels fournis pour certains pays. Ces derniers remettront au Secrétariat des statistiques nécessaires pour la correction de la partie des études s'y rapportant.

43. Répondant aux intervenants sur ce point le Représentant du Secrétariat a indiqué que les quelques incohérences relevées dans les statistiques publiées dans l'étude tiennent aux difficultés de collecte et de traitement des statistiques disponibles dans les pays. Aussi, pour une harmonisation des différents documents de la Conférence et sur la base des estimations les plus récentes on retiendra comme taux de croissance du PIB en termes réels 3,3 pour cent en 1981, 1,8 pour cent en 1982 et -0,2 pour cent en 1983. Ceci conformément au corrigendum qui a été publié. A la demande d'un délégué, on retiendra comme financement acquis à la suite de la table ronde des bailleurs de fonds organisée par son pays le taux de 70 pour cent des financements sollicités. Dans l'ensemble, les délégués ont félicité le Secrétariat pour la qualité de l'étude présentée.



b) Mise en oeuvre du nouveau Programme substantiel d'action dans les pays africains les moins avancés

44. Concernant la mise en oeuvre du NPSA, les pays qui sont intervenus ont précisé que leurs réunions de consultation auront lieu en 1985. Certains délégués ont informé la Conférence des mécanismes de restructuration de l'économie de leur pays par notamment une révision des plans de développement en cours d'exécution, l'application de programmes nationaux de redressement ainsi que la constitution d'un comité conjoint de bailleurs de fonds qui procède à une évaluation trimestrielle du rythme d'exécution des projets et des programmes d'aides. Il reste cependant posé le problème de l'absorption de l'aide ainsi mobilisée.

45. En vue de faciliter la préparation de l'évaluation globale à mi-parcours du NPSA et une évaluation exhaustive de l'exécution du programme dans les PMA d'Afrique, certains délégués ont proposé (a) l'envoi de questionnaires aux pays concernés pour étude et réponses par les responsables nationaux chargés de la collecte de l'information nécessaire, étant entendu que ces questionnaires seraient différents de ceux envoyés chaque année pour la préparation de l'étude sur les conditions économiques et sociales; et (b) l'organisation par le secrétariat d'un atelier en collaboration avec la CNUCED, ceci regrouperait les responsables nationaux du suivi du NPSA.

46. Dans ses observations sur la capacité d'absorption des PMA, un délégué a précisé que ceci relevait d'une attitude négative des pays et organismes donateurs face aux demandes formulées par les PMA. C'est dans cet ordre d'idées qu'il a rappelé à la Conférence l'intervention du Représentant du PNUD devant le Comité d'experts en ce qui concerne les innovations et adaptations à apporter aux procédures de préparation et d'organisation des réunions de consultation ainsi que les mécanismes de suivi.

47. Certains participants se sont demandés si les pays développés ne faisaient pas de l'expression "capacité d'absorption" un usage allant au-delà de son sens habituel et s'ils ne s'en servaient pas de plus en plus comme prétexte pour renier leurs engagements. Etant donné que, pour eux, la capacité d'absorption était fonction des capacités techniques autochtones des pays les moins avancés, ces représentants ont proposé que le système des Nations Unies apporte une assistance technique aux PMA en vue d'accroître leurs capacités techniques. Ils estimaient qu'une bonne façon d'y parvenir était d'encourager l'exécution, par l'Etat, de projets et l'utilisation rationnelle des compétences disponibles au niveau national. La réflexion et les recommandations sur ces différents points viendront aussi bien du PNUD que des PMA eux-mêmes.

48. Résumant cette partie des débats le Président a signalé l'urgence de la mise en oeuvre des actions immédiates prévues dans le NPSA en vue de lever les contraintes qui retardent le démarrage de la deuxième phase. Un délégué a enfin demandé la différence entre les tables rondes du PNUD et les réunions de groupes consultatifs de la Banque Mondiale. Le Secrétaire exécutif a lui aussi déploré cette situation et rappelé que les pays étaient souverains quant à la forme de réunions de consultation à choisir (table ronde ou groupe consultatif de la Banque Mondiale), le rôle des institutions consistant à prêter leur assistance dès que ce choix est fait.

49. Repondant aux préoccupations des représentants quant au suivi de l'exécution du NPSA, le représentant de la CNUCED a favorablement accueilli la proposition relative à l'organisation d'un atelier. Certains représentants se sont interrogés sur l'opportunité de l'évaluation globale à mi-parcours en raison du faible volume des engagements fermes et des déboursement effectifs enregistrés à la suite des tables rondes. En notant les différences en ce qui concerne l'évaluation des résultats des tables rondes par la CEA d'une part et les pays organisateurs d'autre part, le Secrétaire exécutif en a appelé à plus de réalisme et d'objectivité dans l'estimation publiée des engagements pris par les pays et organismes donateurs. Il a informé les participants que le secrétariat de la Commission économique pour l'Afrique procéderait en 1985 à une évaluation des tables rondes et groupes consultatifs et même des simples contacts bilatéraux que prendraient certains PMA avec les pays et organismes donateurs. Ces procédures doivent être accélérées et bien menées afin que les PMA d'Afrique soient suffisamment préparés pour l'évaluation globale à mi-parcours. Quant à l'opportunité de cette évaluation, le Représentant de la CNUCED a rappelé qu'en même temps qu'elle constitue un moyen de contrôle du niveau de réalisation des objectifs du NPSA, l'évaluation répondait aussi à une décision prise par l'Assemblée générale des Nations Unies. En dehors des réserves faites par un représentant sur le coût élevé des missions de suivi et d'évaluation effectuées auprès des pays et organismes donateurs, les observations qui ont suivi ont porté dans l'ensemble sur une reformulation de certaines parties du rapport des experts ainsi que sur la mise au point faite par un représentant dans sa déclaration sur le report de la table ronde de son pays en 1985 afin de permettre les consultations nécessaires notamment au niveau national, les précisions demandées sur l'existence éventuelle de mesures spéciales en faveur des PMA enclavés et également les précisions apportées par certains délégués sur le département chargé d'identifier les mesures propres à augmenter la capacité d'absorption des économies de leur pays.

(c) Politiques de fixation des prix dans les pays africains les moins avancés  
quelques points saillants

50. Les intervenants ont félicité le Secrétariat pour la qualité de l'étude présentée et ont demandé à ce que sa finalité soit précisée à la lumière des contributions faites par le Comité des experts. Un délégué a signalé que selon lui et dans le contexte des PMA d'Afrique, la garantie des marchés était plus importante que le niveau des prix et que certaines conclusions de l'étude lui paraissent subjectives. Un autre a réitéré la nécessité d'intégrer la politique des prix à un cadre macroéconomique plus vaste afin d'en dégager les effets sur les autres secteurs de l'économie et permettre les analyses économiques préalables nécessaires avant toute décision de fixation des prix. La Conférence en prenant note de cette étude, a demandé la prise en compte de tous les paramètres permettant la définition d'une politique adéquate des prix et fera une recommandation sur cette base.



(d) Examen des activités entreprises par la CEA en 1983 et du programme de travail 1984 en faveur des pays africains les moins avancés

51. Ce point n'a fait l'objet d'aucune observation particulière de la part des participants. Aussi, la Conférence a-t-elle pris acte du rapport présenté par le Secrétariat et amendé par le Comité des experts.

E. CLOTURE DES TRAVAUX (point 7 de l'ordre du jour)

52. En clôturant les travaux de la quatrième réunion de la Conférence des Ministres des pays africains les moins avancés, S.E. Ahmed Mohamed Ag Hamani, Ministre du Plan du Mali et Président du bureau de la Conférence, a fait la synthèse des débats. Il a rappelé, qu'après avoir pris connaissance des différents documents préparés par le Secrétariat et examinés par le Comité intergouvernemental d'experts des PMA d'Afrique, la Conférence a (i) noté l'aggravation de la situation économique et sociale dans les PMA d'Afrique; (ii) évalué l'état d'exécution du nouveau Programme substantiel d'action en Afrique ainsi que (iii) les efforts déployés par le Secrétariat de la Commission économique pour l'Afrique en faveur des pays africains les moins avancés.

53. La conférence des Ministres des PMA d'Afrique a lancé un appel (a) aux pays concernés pour qu'ils activent l'exécution des différentes étapes de la première tranche du NPSA en organisant notamment leurs réunions de consultation dans les meilleurs délais; (b) au Secrétariat de la CEA pour qu'il approfondisse l'étude sur les prix en y incluant notamment les paramètres permettant la définition d'une politique adéquate de fixation des prix; (c) conjointement, aux secrétariats de la CNUCED et de la CEA et au PMA africains pour qu'ils assurent une bonne organisation et la tenue dans les meilleurs délais d'un atelier sur le suivi du NPSA; et, (d) à la communauté internationale pour le respect des engagements pris à la Conférence de Paris notamment en ce qui concerne le volume et les conditions d'octroi de l'aide aux PMA.

54. En terminant son allocution, le Président a adressé ses remerciements au Gouvernement éthiopien, au Secrétariat de la CEA, et à celui de l'OUA ainsi qu'à tous les participants qui ont assuré le bon déroulement des travaux. Après adoption du rapport et des résolutions il a procédé à la clôture des assises.

## ANNEXE

Calendrier indicatif des réunions de consultation prévues  
dans le cadre du suivi du Nouveau Programme Substantiel  
d'Action (au 30 avril 1984)

PMA	Organismes Gouverne- mentaux Responsable	Type de réunion de consultation	Date de réunion
1. Bénin	Ministère du Plan, de la statistique et de l'analyse économique	Table Ronde PNUD	Tenue du 28 février au 4 mars 1983
2. Botswana	Ministère du Plan	Poursuite des consul- tations bilatérales/ Table Ronde PNUD	Reportée sine die
3. Burundi	Ministère du Plan	Table Ronde PNUD	Tenue du 8 au 11 février 1984
4. Cap-Vert	Secrétariat d'Etat chargé du Plan et de la coopération	Table Ronde PNUD	Tenue du 21 au 23 juin 1982
5. République centra- fricaine	Haut Commissariat au plan, aux statistiques et à la coopération économique et financière	Table Ronde PNUD	Octobre 1984
6. Tchad	Ministère du plan (Commissaire au plan)	La réunion conjointe OUA/Nations Unies a facilité la prépara- tion de la documenta- tion de base - Table Ronde PNUD	Tenue du 29 au 30 novembre 1982
7. Comores	Ministère du Plan	Table Ronde PNUD	2-4 juillet 1984
8. Djibouti	Ministère des Affaires étrangères et de la coopération - Ministère des Finances	Table Ronde PNUD	Tenue du 21 au 23 novembre 1983
9. Ethiopie	Ministère du Plan	Table Ronde PNUD	Date à déterminer



PMA	Organismes Gouvernementaux Responsable	Type de réunion de consultation	Date de réunion
10. Guinée Equatoriale	Présidence	Table Ronde PNUD	Tenue du 19 au 21 avril 1982 1/
11. Gambie	Ministère du Plan	Table Ronde PNUD	Octobre 1984
12. Guinée	Ministère du Plan	Table Ronde PNUD	Date à déterminer en 1985
13. Guinée Bissau	Cabinet du Premier Ministre	Table Ronde PNUD	21-23 mai 1984
14. Lesotho	Ministère du Plan	Table Ronde PNUD	14-17 mai 1984
15. Malawi	Ministère des Finances	Table Ronde PNUD	Tenue du 27 au 29 février 1984
16. Mali	Ministère du Plan	Table Ronde PNUD	Tenue du 13 au 16 décembre 1982
17. Niger	Ministère du Plan	Table Ronde PNUD	Second semestre 1984
18. Rwanda	Ministère des affaires étrangères et de la coopération	Table Ronde PNUD	Tenue du 1er au 4 décembre 1982

1/ Une Table Ronde du PNUD s'est tenue en avril 1982 pour la Guinée équatoriale. Le pays n'ayant été inclus au groupe des PMA qu'à la 27ème session de l'Assemblée générale en fin 1982, cette table ronde ne s'est pas tenue dans le cadre du paragraphe 113 du NFSA.

PMA	Organismes Gouvernementaux Responsable	Type de réunion de consultation	Date de réunion
19. Sao Tomé- et-Principe	Ministère du Plan	Table Ronde PNUD	Date à déterminer
20. Sierra Leone	Ministère du dévelop- pement et de la plani- fication économique	Table Ronde PNUD	Date à déterminer en 1984
21. Somalie	Ministère de la plani- fication nationale	Groupe consultatif/ Banque mondiale	Tenue du 26 au 6 octobre 1983
22. Soudan	Ministère des finances et de la planification économique	Groupes consultatifs/ Banque mondiale	Tenues du 12 au 14 janvier 1983 du 12 au 14 janvier 1984
23. Togo	Ministère du Plan	Table Ronde PNUD / Banque mondiale	Mai 1985
24. Tanzanie	Ministère du Plan et des affaires économiques	Groupe consultatif/ Banque mondiale	Date à déterminer en 1984
25. Ouganda	Ministère du Plan et des affaires économiques	Groupe consultatif/ Banque mondiale	Tenue en mai 1982 et du 24 au 26 janvier 1984
26. Haute-Volta	Ministère du Plan	Table Ronde PNUD	Date à déterminer en 1984



PROJET DE RESOLUTION SUR LES MESURES PROPRES A ASSURER  
L'EXECUTION EFFICACE DU NOUVEAU PROGRAMME SUBSTANTIEL  
D'ACTION DANS LES PAYS AFRICAINS LES MOINS AVANCES

La Conférence des ministres,

Rappelant sa résolution 397(XV) du 12 avril 1980 par laquelle la Conférence des ministres des pays africains les moins avancés s'est vue confier la responsabilité d'assurer la coordination des efforts, l'établissement des priorités, le suivi et l'évaluation des progrès réalisés dans la cadre du nouveau Programme d'action global dans les pays africains les moins avancés, ainsi que sa résolution 481(XVIII) d'avril 1983 concernant les mesures visant à accélérer l'exécution du nouveau Programme substantiel d'action dans les pays africains les moins avancés,

Rappelant la résolution 38/195 de l'Assemblée générale des Nations Unies, en date du 20 décembre 1983, sur l'exécution du nouveau Programme substantiel d'action pour les années 80 en faveur des pays les moins avancés,

Prenant acte des énormes efforts fournis par les pays africains les moins avancés dans la préparation de leurs réunions de consultation nationales respectives, notamment dans l'élaboration de politiques tendant à mener à bien leurs programmes nationaux,

Notant que les réunions de consultation organisées jusqu'ici n'ont pas totalement répondu à l'attente des pays les moins avancés, étant donné que les engagements pris par les pays et organismes donateurs n'ont pas été pleinement conformes aux dispositions du nouveau Programme substantiel d'action,

Exprimant sa profonde préoccupation devant les résultats décevants des négociations menées sur le nouveau Programme substantiel d'action lors de la sixième session de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement tenue à Belgrade en juin-juillet 1983,

Notant avec une profonde préoccupation l'aggravation de la situation économique des pays africains les moins avancés consécutive aux catastrophes naturelles telles que la sécheresse et la désertification,

Notant en outre avec satisfaction l'initiative du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies concernant la crise économique en Afrique, les efforts tendant à mobiliser la communauté internationale afin qu'elle fournisse l'assistance technique et financière nécessaire en faveur des pays africains, en particulier des moins avancés parmi eux, ainsi que la nomination d'un représentant spécial chargé des questions relatives à la crise économique en Afrique,

Profondément préoccupée par la réduction considérable de l'aide publique au développement aux pays africains les moins avancés depuis l'adoption du nouveau Programme substantiel d'action en 1981, en particulier de celle fournie à des conditions de faveur, en provenance de toutes les sources extérieures,

Considérant que le groupe intergouvernemental d'experts de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement sur les pays les moins avancés tiendra une réunion de haut niveau en septembre-octobre 1985 en vue de procéder à l'examen global à mi-parcours des progrès accomplis dans l'exécution du nouveau Programme substantiel d'action et d'étudier la possibilité d'effectuer un examen global de l'exécution de ce programme à la fin de la décennie,

Consciente que les pays les moins avancés devraient mobiliser et allouer une part plus grande de leurs ressources intérieures à l'exécution de leurs projets de développement et améliorer de manière substantielle leur capacité d'absorption par la conclusion d'arrangements intérieurs ou avec l'aide des institutions donatrices,

Notant avec gratitude l'esprit de solidarité des pays donateurs qui ont réalisé l'objectif de 0,15 p. 100 de leur PNB au titre de l'aide publique au développement en faveur des pays les moins avancés, et ce conformément aux dispositions du nouveau Programme substantiel d'action,



1. Demande instamment aux pays africains les moins avancés qui n'ont pas encore organisé leurs réunions de consultation de prendre toutes les mesures nécessaires pour le faire en 1984 ou, en tout état de cause, avant les réunions prévues dans le cadre de l'examen global à mi-parcours en 1985;
2. Invite instamment les pays africains les moins avancés i) à se préparer à participer pleinement aux réunions prévues dans le cadre de l'examen global à mi-parcours en 1985 afin de faire des propositions pratiques en vue de la révision éventuelle du nouveau Programme substantiel d'action, si nécessaire, de manière à accélérer son exécution au cours de la seconde moitié de la décennie; ii) à fournir les informations et statistiques nécessaires au secrétariat de la CEA pour que ce dernier puisse procéder à une évaluation régionale technique de l'exécution du nouveau Programme substantiel d'action au cours de la période 1981-1984;
3. Invite en outre instamment les pays africains les moins avancés à assurer la mise en place de nouveaux mécanismes de suivi adéquats au niveau national ou le renforcement de ceux qui existent déjà en vue de rester en rapport avec les donateurs avant et après les réunions de consultation;
4. Affirme que le principal objectif des réunions de consultation nationales devrait être d'obtenir des ressources supplémentaires et non de servir de simple cadre d'échanges de vues sur les stratégies de développement, les politiques et les programmes d'investissement ainsi que les projets des pays et qu'à cet effet les donateurs devraient envoyer, pour participer à ces réunions, des représentants de haut niveau de leurs organismes d'aide respectifs habilités à prendre des engagements fermes concernant les programmes et projets;
5. Prie les organismes chefs de file, le PNUD et la Banque mondiale, d'utiliser les compétences disponibles dans les pays intéressés et au sein du système des Nations Unies notamment à la CEA, pour l'élaboration de la documentation nécessaire pour les réunions de consultation dans les pays africains les moins avancés en vue de réduire les dépenses au titre de la préparation et de l'organisation de ces réunions;

6. Invite les pays donateurs, conformément aux dispositions du paragraphe 63 du nouveau Programme substantiel d'action, à accroître considérablement leur apport de ressources financières et autres mesures d'appui en vue de réaliser l'objectif de 0,15 p. 100 du PNB au titre de l'aide publique au développement accordée aux PMA ou de doubler leur contribution au titre de l'aide publique au développement d'ici 1985 où dès que possible passée cette date;

7. Prie instamment les pays donateurs et les institutions financières multilatérales, a) de fournir aux PMA africains une assistance financière à des conditions très favorables compte tenu des particularités de l'économie de ces pays, b) d'alléger la charge de la dette des PMA africains par des mesures d'ajustement rétroactif ou d'autres actions équivalentes, et mieux, d'annuler entièrement la dette, c) de contribuer de façon substantielle aux coûts ordinaires locaux actuels des projets prioritaires qu'ils financent dans les PMA, d) de tenter d'améliorer les procédures de prestation d'aide en vue d'accroître la capacité d'absorption des PMA et, chaque fois que possible, d'harmoniser ces procédures afin de créer des conditions favorables à un éventuel cofinancement des projets;

8. Se félicite de ce que certains bailleurs de fonds accordent aux pays africains les moins avancés une assistance se présentant principalement sous forme de dons ainsi que d'autres formes d'assistance plus souples, telles que le financement local des coûts ordinaires, l'aide destinée à l'entretien et au rééquipement et un appui au titre de la balance des paiements, qui sont adaptées aux besoins particuliers des PMA africains et répondant à la détérioration de leurs conditions économiques et sociales résultant de catastrophes naturelles;

9. Invite la communauté internationale à accorder son appui aux domaines prioritaires identifiés par les PMA africains dans leurs programmes nationaux sur la base des dispositions du chapitre I du nouveau Programme substantiel d'action, notamment en ce qui concerne l'alimentation et l'agriculture, les industries manufacturières, la prospection et la mise en valeur des sources d'énergie et des ressources techniques, la mise en valeur des ressources humaines, l'expansion et



la diversification des exportations, le développement des transports et des communications et l'amélioration des moyens de planification, d'exécution et de gestion;

10. Exprime sa gratitude au Secrétaire général de l'ONU et à son Représentant spécial chargé des questions relatives à la crise économique en Afrique pour les efforts qu'ils déploient en vue de mobiliser l'assistance de la communauté internationale afin d'atténuer la crise économique que traverse l'Afrique et lance un appel à la communauté internationale pour qu'elle réagisse de façon positive aux efforts déployés par le Secrétaire général;

11. Prie le Secrétaire exécutif de faire rapport sur les progrès accomplis dans l'application de la présente résolution à la cinquième réunion de la Conférence des ministres des PMA africains en 1985.

## PROJET DE RESOLUTION SUR LES POLITIQUES DE PRIX DANS LES PMA AFRICAINS

Conférence des ministres,  
La Conférence

Considérant l'importance des politiques de fixation des prix dans la promotion des activités productives, notamment pour l'augmentation de la productivité et de la production du secteur agricole,

Ayant à l'esprit la situation critique en matière de disponibilités alimentaires dans les PMA africains,

Consciente des effets pervers des différents programmes de stabilisation économique et financière ou d'ajustement structurel et du faible taux de réussite de ces programmes ainsi que de leurs coûts, notamment pour les populations à faible revenu,

Reconnaissant que les structures institutionnelles et les législations des prix en vigueur ont besoin d'être mises à jour,

Ayant à l'esprit le manque de statistiques sur les coûts de production de secteurs aussi essentiels que l'agriculture,

Rappelant qu'il est nécessaire de prendre d'urgence des mesures susceptibles d'assurer l'autosuffisance des populations,

Rappelant en outre l'expérience déjà acquise par nombre de pays africains les moins avancés en ce qui est d'élaborer des politiques de prix et de satisfaire aux conditions dont sont assortis les accords de confirmation signés avec le FMI et la Banque mondiale,

1. Prend note de l'étude présentée par le secrétariat de la CEA sur les politiques de prix dans les PMA africains en collaboration avec la CNUCED;



2. Demande aux PMA africains d'actualiser leurs structures institutionnelles de fixation, de contrôle et de suivi des prix afin de les adapter aux réalités économiques, de prendre, en ce qui concerne la fixation des prix agricoles, des mesures propres à inviter les producteurs à accroître leur production et de mettre un frein à la tendance actuelle qui permet aux intermédiaires de réaliser des bénéfices exorbitants et favorise une certaine classe de consommateurs urbains au détriment du secteur rural;

3. Demande au secrétariat de la CEA d'approfondir l'étude et de prendre en compte tous les paramètres permettant de définir une politique des prix appropriée;

4. Invite le Fonds monétaire international et la Banque mondiale à s'engager dans le cadre de leurs programmes de stabilisation économique et financière ou d'ajustement structurel à prendre des mesures permettant d'identifier les effets, aussi bien négatifs que positifs, desdits programmes ainsi que des dispositions propres à compenser les effets négatifs éventuels de ces programmes sur les PMA africains;

5. Demande au PNUD, à la Banque mondiale et au FMI d'apporter le soutien financier nécessaire au secrétariat de la CEA pour assurer la couverture de l'ensemble des 26 PMA africains ainsi que la prise en compte des différents thèmes de recherche retenus pour enrichir l'étude sur les politiques de fixation des prix dans les PMA africains.